Mercredi 16 novembre 1977 – No 768

1 F

l'Humanité Rouge

Quotidien
des communistes marxistes leninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 La Source

TRAVAILLEURS
FRANÇAIS-IMMIGRES
TOUS UNIS CONTRE
LES MESURES STOLERU
TOUS A LA MANIFESTATION
SAMEDI 19 NOVEMBRE
14h METRO BARBES

Comité de coordination des foyers Sonacotra · MTA · CTA Algérie · AGEA · Org. Travailleurs tunisiens · UTIT · Révo. Afrique · STM · ASSEF · Tierra de España · Aydinlik · GRS · PCR (ml) · Humanité rouge · UCF (ml) · OCT · PCI · LCR · OCF (ml) CUFI · OCP · CPROPV.

Tracts et affiches unitaires sont à prendre au local des expeditions dès le lundi 14 novembre.

2 Algériens enlevés par des fascistes

PROVOCATION RACISTE !

Deux Algériens ont été enlevés dans la nuit de dimanche à lundi par un groupuscule d'extrême-droite «Charle Martel». Cela s'est passé dans la région parisienne.

Ce comité fasciste a déclaré que son action a été menée «à titre de représailles» et que les deux hommes qu'ils détiennent en otage «subiront le même sort que MM. Bacle et Miguet, c'est-à-dire qu'ils seront libérés ou abattus».

Ces fascistes se donnent pour but de «sauvagerder la France française devant le désastre de l'invasion algérienne» Ce n'est pas leur première action, ils se sont déjà illustrés dans des attentats à l'explosif, notamment en avril 1975 contre le Consulat général d'Algérie à Paris.

A Strasbourg, deux cocktails molotov ont été lancés dans la nuit de mercredi à jeudi contre le consulat d'Algérie. Cet attentat a été revendiqué par un groupe qui se nomme : «l'organisation nationaliste pour la libération des otages du Sahara». Depuis quelques jours, des slogans hostiles au Polisario avaient été peints dans le quartier.

Ces deux actions recouvrent la même chose : c'est une campagne menée contre le Polisario et la lutte du peuple saharaoui et c'est aussi une offensive contre les travailleurs immigrés qui sont toujours la cible de ces nervis. Le gouvernement couvre ces actes racistes qui rentrent dans le cadre de la politique du pouvoir, celles des mesures Stoléru.

Des provocations racistes, il y en a tous les jours de la part des nervis facistes, mais aussi de l'État par l'intermédiaire des flics comme à Vitry dernièrement. Dans un article du Monde daté de mardi on peut lire un témoignage prouvant dans quelle insécurité permanente se trouvent les immigrés. Au Salon de l'Enfance, samedi, un jeune lycéen antillais est interpellé par un vigile et accusé d'avoir volé de l'argent. Montrant les livres scolaires que le vigile a jetés à terre, ce dernier déclare : *«Ça aussi, tu les a pris, hein ! petit voyou, et ce matin, je parie»*.

(Suite P. 3)

Pour la 2e fois

NOTRE JOURNAL ATTAQUÉ EN JUSTICE

Le 14 novembre a été «jugé» le procès qu'intentait le sieur Le Pen à Suzanne Marty, directrice de publication de l'Humanité rouge. Le Pen, président du groupe d'extrême-droite «Front national», nous avait déjà intenté un procès suite à un article paru dans notre quotidien du 14 octobre 1976.

Nous avions publié quelques informations sur les tripatouillages sordides de ces Môssieur et quelques éléments de sa biographie, par exemple dans quel camp il se trouvait pendant la guerre antifasciste et dont il a toujours gardé la nostalgie ! Pour l'avoir confirmé par la suite, cela nous a valu un deuxième procès. Voilà le genre d'individus que la bourgeoisie protège, c'est «la liberté d'opinion», parait-il !

Ex-membre de l'OAS, (organisation terroriste d'extrême-droite pendant la guerre d'Algérie), il écrivait dans «Le Monde» il n'y a pas si longtemps que «le SS en uniforme, c'est le prêtre avec sa soutane !»

Non, vraiment, Le Pen n'est pas un fasciste, et son groupuscule n'appelle pas à la terreur contre nos frères immigrés !

La première fois, nous avions été condamnés à 3 000 F de dommages et intérêts, 5 000 F de frais d'insertion du jugement dans la presse, plus frais de procès (environ 2 000 F). Cette fois-ci, nous sommes condamnés à 1 500 F d'amende. Le Pen obtient 3 000 F de dommages et intérêts.

Plus que jamais, il est nécessaire de soutenir notre journal, que la bourgeoisie veut frapper à la caisse, le soutien de tous les lecteurs est nécessaire dans tous les domaines, pour que vive l'Humanité rouge, pour que la campagne de souscription «60 millions avant le 31 décembre» soit un succès.

• Proche-orient

Une seule solution : la satisfaction des droits nationaux des Palestiniens

Beaucoup de bruit a été fait ces derniers jours autour de l'initiative publique du président égyptien annonçant qu'il était prêt à se rendre à la Knesseth israélienne pour discuter des conditions de la paix dans la région avec Israël et invitant les autres pays arabes à se rendre sans délais à la conférence de Genève.

Une situation intérieure très difficile du point de vue économique, social et politique a sans doute pesé dans cette décision. L'Egypte en effet a particulièrement souffert du poids et des conséquence de la guerre d'agression sioniste menée avec l'appui de l'URSS comme des USA.

Il subsiste pourtant un véritable gouffre entre l'affirmation du président Sadate selon laquelle un telle perspective ne pourrait se concrétiser que par «la solution du problème de la Palestine, les droits du peuple palestinien, y compris à créer un État indépendant et l'évacuation des territoires occupés en 1967», et Dayan affirmant péremptoirement : «la réunion de Genève ne peut avoir lieu que sur la base de la résolution 242 qui ne fait mention nulle part de «territoires palestiniens» ou de «Palestiniens»

Les autres pays arabes et l'OLP viennent de manifester de leur côté qu'ils ne sont guère favorables au fait d'être contraints par de multiples pressions, tant américaines que soviétiques, d'aller s'asseoir à Genève au côté des sionistes.

Ils s'y trouveraint en effet sou la houlette des deux superpuissances rivalisant sur leur dos, coupés de la solidarité active des pays du tiers monde, contrairement à ce qui se passe à l'ONU, se débattant seuls face à tous leurs ennemis.

(Suite page 2)

• La Littorale (Béziers)

Une lutte résolue

Une assemblée générale qui décide (et vote) chaque jour des modalités de la poursuite de l'action, un comité de grève, et un piquet de grève effectif (les non grévistes ne rentrent pas !) : ce sont les moyens qu'emploient les travailleurs en grève de la Littorale, cette usine chimique de Béziers où trois d'entre eux ont été intoxiqués (par inhalation) et un brûlé (par contact) par le TEMIK, produit très dangereux.

Leurs revendications :

– aucun résidu de TEMIK ni autour de l'usine ni dans les urines.

– les analyses contrôlées par les travailleurs faites par des laboratoires indépendants.

– un dossier médical individuel (médecin du travail et médecin de famille).

– salaire minimum de 2 400 F net et 300 F pour tous

– prime de fin d'année transformée en 13e mois et pas de discrimination de salaire entre hommes et femmes

(Suite page 4)

Editorial

Barre appelle au «ralentissement de la hausse des salaires»

Le Premier ministre, Raymond Barre, a exposé au journal «Les Echos» la conception gouvernementale du «redressement économique». Cinq points y sont traités : les prix, l'emploi, le commerce extérieur, les entreprises, la politique.

Nous aborderons ici essentiellement la question de l'emploi.

Barre n'a rien trouvé de nouveau, toujours les mêmes rengaines réactionnaires, il trouve toujours des boucs émissaires à attaquer à la place du système capitaliste lui-même.

Tout d'abord, sur le contexte international, sur la crise mondiale du capitalisme et de l'impérialisme, il y aurait une double contrainte : la vieille rengaine de la hausse du prix du pétrole et l'accentuation de la concurrence internationale. Pour lever la contrainte internationale, il préconise d'*«accepter les disciplines que requiert un effort accru à l'exportation, et tout particulièrement, modérer la progression de nos coûts afin de préserver notre compétitivité. A cet égard, la stabilisation du franc et le ralentissement de la hausse des rémunérations apparaissent comme deux exigences fondamentales pour retrouver la voie du plein emploi»*.

Ce sont deux mesures qu veulent dire la même chose : abaisser le plus possible le pouvoir d'achat des travailleurs en refusant les demandes d'augmentations de salaire, accélérer le rendement et «dégraisser» les effectifs «superflus» comme ils disent.

La politique économique du gouvernement, c'est aussi ce qu'il ose appeler *«les aides (!) à la mobilité»* de l'emploi : déporter les travailleurs d'un bout du pays à l'autre, leur refuser les indemnités de chômage s'ils ne sont pas d'accord.

Pour faciliter cette opération, il appelle à faire un effort *«en matière de formation professionnelle»*, autrement dit, à changer de métier. Peu lui importe la perte de salaire que cela entraine et le salaire misérable pendant cette période de formation. Ce qui l'intéresse c'est que les travailleurs se plient aux exigences de profit des patrons. C'est ce qu'il appelle «revaloriser le travail manuel» !

Cette politique c'est également la chasse à ce qu'il appelle «les faux chômeurs», entendez par là ceux qui ne trouvent pas rapidement du travail. Il lui faut tromper l'opinion publique, faire croire que le chômage diminue alors qu'il a augmenté de 23 % en un an. Tout cela pour faire avaliser sa politique d'austérité en période pré-électorale, faire croire qu'elle porte ses fruits, qu'il n'y a pas d'autre solution.

Dans ses tournées électorales, il veut donner une image de «sérieux» et se pavane comme un dindon. Mais ce sont les faits qui sont déterminants et à leur vue les travailleurs accusent la politique capitaliste. Le mouvement d'opposition à cette politique ne pourra qu'aller en grandissant.

• Saint-Etienne

La mairie de gauche : mieux que Durafour

On sait tout l'argent qui rentre dans les caisses de l'Association sportive de St-Étienne (ASSE) qu'il vienne des entreprises (Manufrance par exemple) des travailleurs qui vont se distraire ou de la municipalité qui donne une subvention annuelle.

On connait aussi les payes monstrueuses des joueurs, le luxe des installations du stade Geoffroy Guichard (sauna, salles de relaxation personnelles, piscines, etc.).

Hé bien, le Conseil municipal dont le maire est Sanguedolce (PCF) vient de donner une subvention de 100 millions (anciens) à l'ASSE pour la construction d'un terrain d'entrainement couvert aux pelouses synthétiques.

Tout ceci est fait avec l'argent des travailleurs. Durafour n'aurait pas mieux fait.

Le seul argument ridicule qu'a pu donner Faure (conseiller municipal PC, responsable des sports) est celui-ci : *«L'ASSE est un facteur d'émulation pour les jeunes, il est bon qu'on lui donne un excellent outil de travail».* **Bien sûr, les enfants peuvent toujours rêver d'être de futurs Rocheteau ... en tapant dans une balle dans la rue parce qu'il ne disposent pas de terrain.**

Autre réflexion, celle d'un conseiller PS : *«Si on enlève l'ASSE à St-Étienne, ça serait le scandale, la révolution...»* **Tout ceci pour justifier le financement du football professionnel.**

Si les gens vont aux matches, c'est pour se divertir mais pour la bourgeoisie c'est aussi un moyen de développer le chauvinisme. La mairie veut entretenir ce phénomène et en tirer profit.

Un authentique État socialiste, lui, agira dans l'intérêt des masses populaires. L'intérêt de la classe ouvrière et du peuple est-il d'aller applaudir ces joueurs surpayés ou de pratiquer le sport eux -mêmes, dans le but de conserver une bonne santé et de développer l'amitié par la pratique du sport ?

Comme on le voit, en sport comme en tout, gauche ou droite c'est bonnet blanc et blanc bonnet.

Un lecteur

• Le Mans

Dans une crèche, la municipalité impose le prix fort

Au Mans (Sarthe) dans le quartier des Sablons, un groupe de fonctionnaires et d'employés de divers services publics mettent leurs enfants à la crèche et ne bénéficient pas de l'allocation journalière (19,50 F) reçue par les salariés du régime général de la Sécurité sociale.

Depuis un mois, ils refusent de payer un tarif net différent de celui payé par les autres parents.

Il faut souligner que la crèche des Sablons est une crèche municipale et que le maire Jarry est au PCF.

Ci dessous un extrait d'un communiqué de ces parents :

«Sait on qu'une femme seule, non allocataire (c'est à dire ne touchant pas les 19,50 F) gagnant 2400 francs par mois, paie plus de 800 F pour faire garder son enfant, alors qu'un directeur commercial allocataire gagnant 8 000 F par mois, paie moins de 700 F

Curieuse justice sociale : certains non allocataires qui envisageaient de confier leurs enfants à la crèche y ont renoncé en apprenant les tarifs.

D'après mon enquête, toutes les crèches municipales contactées (plusieurs dizaines) ont résolu le problème des tarifs sans lèser aucune famille. Aucun tarif supérieur à 36 F, n'y a été relevé.

Pourquoi la municipalité du Mans se décharge t-elle de ce problème sur le dos des non allocataires. De 37 à 57F50 par jour voilà pour nous le tarif exorbitant de la crèche des Sablons.

Deux cents avocats espagnols contre l'extradition de K. Croissant

Deux cents avocats madrilènes ont protesté contre une éventuelle extradition de Klaus Croissant par les autorités françaises.

Dans une pétition qu'ils ont signée, il est indiqué que cette extradition irait à l'encontre des droits de l'homme qui reconnaissent aux accusés le droit d'être correctement défendus et qui reconnaissent aux avocats l'indépendance et la liberté dans l'exercice de leur devoir de défense.

le monde en marche

• Proche-Orient

(Suite de la page une)

Il n'y a pas d'autre vraie solution à la poudrière permanente du Proche Orient que la reconnaissance des droits nationaux du peuple palestinien et de son unique représentant, l'OLP. Toute tentative de régler le problème sur un autre terrain ou avec d'autres interlocuteurs est inévitablement vouée à l'échec.

Le tapage fait autour de l'échange des discours entre le président Sadate et Begin vise à cacher une autre réalité, celle des derniers bombardements sionistes sur le Sud-Liban qui ont fait ces derniers jours une centaine de morts.

Femmes, vieillards, enfants, écrasés sous les bombes, villages rasés comme celui de Azzieh, assassinats, arrestations, répression en Cisjordanie et en Galilée, voilà le vrai visage de la paix qu'Israël offre depuis 30 ans au peuple palestinien. Une réalité à laquelle celui-ci n'acceptera jamais de se soumettre.

• Afrique du Sud

626 nouvelles arrestations

Jeudi dernier, un raid de la police a perquisitionné la cité africaine d'Atterridgeuille, près de Prétoria arrêtant 626 personnes. Parmi elles, il y a 198 enfants des écoles. Face au développement des luttes en cours, le gouvernement raciste prend des séries de mesures qui accentuent la répression allant même jusqu'à emprisonner des centaines d'enfants. La panique est telle qu'un entrainement anti-terroriste a été fait pour les blancs samedi après-midi dans un quartier résidentiel blanc du nord de Johannesbourg.

Le régime raciste a même peur des morts. Le ministre de la Justice de la police et des prisons a confirmé que Steve Biko, leader de Mouvement de la Conscience Noire, était mort de blessures à la tête mais «qu'il ne semblait pas y avoir de responsabilité de la police dans cette affaire car on peut se blesser à la tête de plusieurs façons» !

Steve Biko resvivant dans cœur de son peuple.

Lundi, s'est ouverte l'enquête sur la mort de Steve Biko, enquête menée par un magistrat du plus haut rang de Prétoria.

La mort de Steve Biko est un symbole pour les Africains et le gouvernement en a peu : le «Comité des publications» qui dresse chaque semaine la liste des livres et des revues jugées indésirables vient de rendre illégale la diffusion de T-shirts portant, l'effigie du patriote assassiné.

Mais Vorster et compagnie peuvent réprimer tant qu'ils veulent, cela ne va pas détruire la lutte du peuple azanien.

Les peuples d'Amérique latine en lutte contre l'impérialisme et la dictature

• Colombie

Une grève des marins menaçant de paralyser les bateaux de l'entreprise UNIMAR est annoncée si les marins n'obtiennent pas satisfaction sur l'augmentation des salaires et la réintégration de travailleurs licenciés. Des mouvements de grève menacent la compagnie aérienne «Avianca» et toute l'aéronautique colombienne dont le personnel réclame de substantielles augmentations de salaires. 1 200 travailleurs de l'usine de montage FIAT sont également en grève. Une journée nationale de protestation est prévue le 18 novembre prochain pour protester contre la hausse du coût de la vie, réclamer l'augmentation générale des salaires et la levée de l'état de siège.

• Chili

Des luttes se développent parmi les 25 000 ouvriers du cuivre. A l'important centre minier de «El Teniente» situé à 100 km au sud de Santiago, un «fort mouvement d'absentéisme» comme dit pudiquement le gouvernement Pinochet, a été constaté le 2 novembre dernier, bien que toute grève soit interdite au Chili depuis le coup d'État du 11 septembre 1973.

• Brésil

Trente-deux détenus politiques poursuivent à Rio de Janeiro une grève de la faim. Trois d'entre eux, trois femmes, ont dû être hospitalisées. Certains observent cette grève depuis 16 jours pour se faire reconnaître le statut de prisonniers politiques.

Les étudiants de Rio de Janeiro ont manifesté leur solidarité en rendant public un document affirmant qu'«il y a aujourd'hui au Brésil des centaines de personnes détenues en raison de leurs idées politiques.»

• Italie

Dans plusieurs villes les manifestants affrontent la police

Le feu couve toujours en Italie où les mesures de répression accentuées ces temps derniers (nouvelles législations, attaques contre diverses organisations) suscitent de très vives ripostes.

Samedi dernier, plusieurs villes universitaires ont été le théâtre d'importantes manifestations pour protester contre la fermeture des sièges de «Autonomie prolétaire» : Milan, Turin, Lecce dans les Pouilles (où 2 manifestants ont été blessés par balles) et surtout Rome ; dans la capitale bouclée par quelques 10 000 policiers, des affrontements violents ont opposé, durant plus de 4 heures, manifestants et forces de l'ordre qui ont procédé à plus de 150 interpellations et arrêté 13 personnes.

La veille, une visite à Bologne du président du conseil Andreotti a également été marquée par une manifestation qui résista sérieusement à la police.

• Tunisie

La Tunisie a connu cette semaine une vague de grèves et de manifestations des travailleurs qui a touché la quasi totalité du pays. Ces manifestations des travailleurs ont souvent donné lieu à de sérieux affrontements entre les grévistes et les forces de l'ordre. 150 personnes furent arrêtées au cours de ces manifestations.

Ce vaste mouvement fut lancé au début de la semaine dernière, mardi, en signe de protestation contre les menaces de mort proférés contre un dirigeant syndical et fait suite à des grèves importantes qui se sont déroulées dernièrement et qui ont été sauvagement réprimées.

Ces grèves tournantes ont touché différents secteurs de l'économie dont les transports publics, certaines administrations, les banques, les boulangeries ainsi que la plupart des gouvernats (préfectures) du pays.

• RDA

Des grèves suivies d'arrestations ont eu lieu au début du mois d'octobre à l'usine «Fritz HecKert» à Karl Marx Stadt a déclaré un journal ouest-allemand. Le personnel de l'usine s'était mis en grève pour protester contre la politique salariale du gouvernement. Ils demandent la révision de la politique des prix.

Au cours d'une intervention de membres des services de sécurité de l'État une cinquantaine de grévistes auraient été arrêtés et seraient toujours détenus à la fin du mois d'octobre.

Ces faits ont été porté à la connaissance de la section de Francfort de la Ligue internationale pour les droits de l'homme.

• Indonésie

Mille étudiants ont manifesté dans Djakarta jeudi pour protester contre la politique gouvernementale indonésienne, malgré un impressionnant déploiement de la police et de l'armée. Les étudiants protestaient notamment contre la réélection de Suharto pour plus de deux mandats. Ces manifestations font suite à une série de protestations publiques organisées ces derniers mois par l'Ile de Java.

60 MILLIONS POUR LE 31 DECEMBRE

En date du 14 novembre, le total de la souscription s'élève à 25 462 005 centimes.

Pour contribuer au succès de la campagne de souscription, différents matériaux ont été édités par nos soins, que vous pouvez commander à l'adresse du journal : Humanité rouge - BP 61 - 75861 — Paris Cédex 18

Faites-le connaître à tous vos amis

Calendrier 1978

Ce calendrier réalisé par l'Humanité rouge comporte des photos de luttes ouvrières et paysannes, de luttes de nos frères immigrés, de luttes des habitants du Marais à Paris, des militants écologistes.

Il contient aussi des renseignements pratiques qui peuvent vous être utiles : adresse, librairies, etc.

Cartes postales

Une pochette de huit cartes postales, illustrant notamment le rôle de la presse révolutionnaire, en Chine, en Albanie et la lutte des peuples du monde pour leur indépendance.

La pochette de huit cartes : 10 F. Elles vous permettront d'écrire à vos camarades et amis et de faire connaître ainsi notre journal.

Posters

A l'occasion du rassemblement national de commémoration de la révolution d'Octobre 1917, l'Humanité rouge a imprimé trois photos grands format : une de Lénine, une de Mao Tsé-toung et une de Chou En-lai.

Ces photos sont des documents de l'époque. Ils sont vendus au prix de 5 F, pour soutenir notre quotidien.

Poeme «Mao Tsé-toung vit»

Ce poème a été écrit par un poète révolutionnaire amateur, en hommage au président Mao Tsé-toung. Imprimé en plaquette sur papier cartonné, il est vendu 2 F.

Recueil de carricatures

Nous avons déjà parlé de cette brochure regroupant des caricatures. Nous vous avons déjà dit aussi de ne pas l'acheter, car elle attaque à la fois Barre et Giscard, Chirac et Mitterrand, Marchais et votre pati ' ref tous ceux qui nous gouvernent ou voudraient bien nous gouverner.

De plus, sa vente permettra de faire vivre un journal révolutionnaire : l'Humanité rouge, qui a besoin de 60 millions avant la fin de l'année.

Pourtant, certains d'entre vous ont déjà acheté cette brochure ! Si les autres insistent, il peuvent passer leurs commandes à l'adresse du journal.

12e CONGRES DE L'ASSOCIATION DES AMITIES FRANCO-CHINOISES

Communiqué

Le 12e congrès de l'Association des Amitiés franco-chinoises s'est réuni les 11, 12 et 13 novembre 1977. Deux cent quarante cinq délégués représentaient les comités de l'Association en activité dans 94 villes de France.

Il a constaté les progrès enregistrés depuis la tenue du précédent congrès en 1974, dans le renforcement du courant d'amitié franco-chinoise et fait le bilan des difficultés rencontrées.

Les activités de l'association dont le nombre des comités a presque doublé en trois ans se sont diversifiés, enrichis de formes nouvelles.

A partir des résultats déjà obtenus, l'association des Amitiés franco-chinoises entend renforcer l'organisation du courant d'amitié, c'est à dire ouvrir plus largement encore ses rangs à tous ceux plus nombreux
qui, dans toutes les couches de la société française, manifestent un intérêt amical pour la République Populaire de Chine, quelque soient leurs convictions philosophiques, politiques, religieuses, susciter et développer cet intérêt.

L'ensemble des adhérents de l'AFC sont appelés à approfondir leurs connaissances de la Chine dans sa totalité pour mieux répondre à ce qui est le but de l'association à cet égard« *faire connaitre de façon approfondie l'histoire et la réalité politique, économique et culturelle de la Republique Populaire de Chine sous tous ses aspects.*»

Le mouvement écologique

Ni droite, ni gauche !

Pendant trois jours, près de Mulhouse, une cinquantaine de délégués de groupes régionaux écologiques se sont réunis. Ils ont notamment décidé de ne pas passer de compromis politiques avec le partis de gauche comme de droite pour les législatives. Ils ont déclaré : *«Pas de politiciens chez nous. Nous considerons les élections comme une tribune ouverte à tous ceux qui ont quelque chose à dire. Elles sont un moyen et non une fin».*

Le week-end prochain, à Paris, se réunira «Ecologie 78», regroupement des principaux groupes écologiques pour les élections législatives. La question posée sera celle du second tour des élections : désistement ou non ? Ecologie 78 a d'ores et déjà pris position : refus par avance de toute négociation électorale et de tout désistement. Toutefois cette prise de position semble poser quelques problèmes. Le nommé Brice Lalonde, en effet, serait partisan d'un désistement pour la gauche. Brice Lalonde est l'animateur des Amis de la terre, à Paris. Son argument de choc : ne pas se désister pour la gauche, c'est faire passer la droite. Ce Brice Lalonde semble être par ailleurs pour le moins très proche de PS...

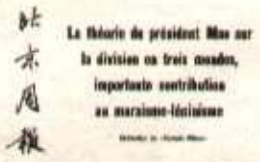
A Mulhouse, des délégués ont souligné : *«Brice Lalonde n'est pas le leader des écologistes. Il n'est qu'un militant parmi d'autres».* Dans le «Monde» de ce week-end (au même moment donc) Philippe Lebreton, membre du secrétariat national d'Ecologie 78 répondait de fait à l'argument vicieux de Lalonde. Voici quelques extraits de ce texte important lui aussi. *«Mais que faut-il entendre désormais par droite et surtout gauche ? En effet, l'existence du PC nous pose un problème majeur : sur toutes les questions qui concernent l'écologie, les dirigeants, sinon les militants, du Parti communiste sont, en effet, des plus réactionnaires, les moins ouverts aux idées nouvelles.*

Est-ce pour autant que tenant notamment compte des propositions partiellement constructives que le PS vient d'adopter sur l'énergie nucléaire, nous devrions considérer comme allié local tout candidat PS ou MRG en cessant «de maintenir des candidats écologistes contre eux» (pour reprendre une formule de Brice Lalonde) ? Nous ne le pensons pas» (...)

«Ce n'est pas nous qui renvoyons dos à dos la droite et la gauche : c'est la gauche qui se montre incapable de se distinguer de la droite en adoptant la même conception productiviste de la société ; ce n'est pas nous qui prenons le risque de faire passer la droite aux dépens de la gauche : c'est la gauche qui prend le risque de voir s'éloigner d'elle nombre d'électeurs déçus par son manque d'idéal et d'imagination, son inaptitude de fond et de forme à «changer la société».

«Les propositions partiellement constructives du PS» auxquelles fait allusion Philippe Lebreton sont la reprise de l'idée de référendum, de moratoire sur l'énergie nucléaire et de suspension durant une vingtaine de mois de la construction des centrales, après les élections de 78, si la gauche passe. Ces positions, ni nouvelles ni satisfaisantes, ont été définies par la commission nationale du PS sur l'énergie réunie le week-end dernier. La volonté du PS de ménager la chèvre et le chou est très net, c'est de l'opportunisme caractérisé. Peut être est-ce cela qui fait dire à Philippe Lebreton : *«Un grand parti doit avoir les capacités et le courage de faire clairement ses choix avant toute consultation électorale».*

PEKIN INFORMATION 45



A lire : Pékin-Information No 45

En vente : librairie les Herbes sauvages, 70, rue de Belleville - 75020 - Paris.
Abonnement : Éditions du Centenaire, 24, rue Philippe de Girard - 75010 Paris.

Un texte très important de la presse chinoise ; la réponse à toutes les questions de nos lecteurs sur la théorie des trois mondes, analyse de la situation internationale formulée par Mao Tsé-toung, la réponse aussi à tous les mensonges déversés en ce moment sur la Chine.

L'occasion peut-être de découvrir Pékin-information. De s'y abonner.

Deux Algériens enlevés par des fascistes

(Suite de la page une)

Paul, le lycéen reste calme et demande à voir le directeur du salon ou à téléphoner à ses parents. Le commissaire de police à qui on a fait appel déclare : «Tu sais, les Arabes, on connait».

Le commissaire téléphone aux parents et là, on peut entendre : «Votre fils a-t-il de l'argent sur lui ?... Ah, bon. Bon, très bien on vous le renvoie. Non c'était un simple contrôle. Excusez-nous de vous avoir dérangés».

Ces quelques faits que nous rapportons aujourd'hui s'ajoutent à tous ceux que nous diffusons tous les jours. Ils sont graves et exigent que l'unité entre Français et Immigrés se renforce pour combattre ensemble le racisme et le capitalisme qui le sécrète, que nous manifestons ensemble le samedi 19 novembre contre les mesures racistes de Stoléru.

«La lutte sera dure»

La Chambre d'accusation maintient arbitrairement Max Siméoni en prison

Mercredi dernier, à Bastia, Edmond Simeoni tenait une conférence de presse au siège de l'Unione di u populu Corsu (UPC), où il a évoqué la situation de son frère Max.

Celui-ci est en effet maintenu en détention sur appel du parquet, malgré la liberté provisoire que lui avait accordée le juge d'instruction. La décision appartient aux magistrats de la Cour d'appel constitués en Chambre d'accusation. L'arrêté était mis en délibéré jusqu'au 10 novembre. Or, le 8 novembre, le commissaire fait subir à Max Simeoni un long interrogatoire. Edmond Simeoni, a déclaré, au cours de de la conférence de presse :

«Il parait, en effet, d'après le policier, que l'explosif volé le 25 mai 1968 aux Etablissements Luissant à Borgo a été utilisé pour divers attentats commis en 1974 et revendiqués par des mouvements clandestins, mais aussi pour la cave Cohen Shalli à Aghione et pour l'émetteur du Pigno le 13 août dernier.

«Le but d'un tel interrogatoire est triple :

«Tenter d'imputer à Max Simeoni la responsabilité des attentats clandestins, vieille calomnie lancée par les barbouzes et le pouvoir par l'intermédiaire, notamment des écœurants anonymes de Francia. (Extrême-droite).

Il a également dénoncé «les offres de collaboration» anti-FLNC qui avaient été faites à son frère.

«Par cette manœuvre, on veut essayer de faire pression sur les magistrats de la Chambre d'accusation, et empêcher la mise en liberté provisoire de Max Simeoni. En effet, sans cette intention, pourquoi l'interrogatoire de M. Spiessens n'a-t-il pas eu lieu plus tôt ? Max Simeoni est en prison depuis six semaines et l'affabulation relative à la similitude d'explosifs est nous le savons, en cours depuis longtemps. Mais il fallait évidemment éviter que l'accusation ne s'écroule avant la fermeture du dossier.

«Il y a là tentative de faire changer la qualification de l'affaire pour pouvoir déférer Max Simeoni en Cour de sûreté de l'Etat, avec des accusations fantaisistes, fausses et stupides comme celles que l'on tente de forger contre d'autres militants de la cause corse.»

Il a rappelé comme troisième point la longue liste des mesures de provocations, ces derniers mois, orchestrées par le pouvoir.

Le 10 novembre, la Chambre d'accusation a décidé que Max Siméoni restera en prison ayant considéré que sa mise en liberté risquait de troubler l'ordre public !

A la sortie du jugement, son frère a déclaré : *«La lutte sera dure, longue, pleine d'embûches et de sacrifices, mais à terme, la Corse sera inévitablement libre».*

Avec les patriotes corses, nous exigeons la libération de Max Simeoni et de Serge Cacciari.

Affaire de la section CFDT/tri Lyon-Gare

Une bataille politique

Cela fait plus d'un mois qu'ont été exclus de la CFDT, les 20 membres élus de la commission exécutive de la section de centre du tri de Lyon-gare. La section elle-même qui compte 185 membres, a été dissoute depuis.

Nous avons tenus nos lecteurs au courant des épisodes de cette affaire. C'est en fait parce qu'elle était active, menait la lutte classe contre classe, critiquait les méthodes antidémocratiques, les actions inefficaces (genre journées d'actions) voire le sabotage des luttes (celle de 74 par exemple) propres aux états-majors fédéraux et confédéraux que cette section et sa direction sont soumises aux violentes attaques des dirigeants en question.

Tout militant honnête, dès qu'il en est sérieusement informé, ne peut que s'insurger contre ces exclusions d'ailleurs parfaitement anti-statutaires et de fait, au fur et à mesure que l'information et les faits sont connus, le soutien se développe. Dans la seule région lyonnaise, il rassemble déjà plus de 10 UIB, une quarantaine de sections et une douzaine de syndicats. Le soutien s'étend également dans d'autres régions où près de 10 syndicats ont à ce jour manifesté leur soutien. Il faut le développer encore plus, et, à cet égard, les dossiers déjà publiés (le premier présenté par les 20 exclus, le second avec l'aide de nombreux syndiqués responsables ou militants de sections ou d'organismes syndicaux du Rhône) sont de précieux documents.

Au-delà des questions de méthodes et de formes de lutte, il est clair que cette affaire pose de la manière la plus nette la question fondamentale dans les syndicats.

Les états-majors syndicaux sont étroitement liés aux partis de gauche et tous leurs efforts consistent à œuvrer pour que ces partis parviennent au pouvoir. Ils sont prêts pour cela à détruire toute opposition. Ils donnent ainsi la preuve qu'il n'y a pas de troisième voie : pour lutter classe contre classe, il faut lutter pour que les syndicats échappent au contrôle des partis bourgeois de gauche; lutter classe contre classe c'est nécessairement trouver sur son chemin les états-majors. *Les partis de gauche continueront-ils à contrôler les syndicats à en faire des instruments de leur politique de gestion du capitalisme, ou bien la classe ouvrière conquerra-t-elle son indépendance à l'égard de ces partis et pourra-t-elle réellement mener la lutte contre le capitalisme et ses méfaits, pour en fin de compte l'abattre ?*

Tel est bien l'enjeu, il est d'importance !

Et nous parlons bien ici des dirigeants de la CFDT mais aussi de ceux de la CGT, dont on connait l'expérience en matière d'élimination de toute opposition : aujourd'hui encore, au centre de tri PLM de Paris où des chefs, en même temps délégués syndicaux CGT, fait sur des camarades des rapports qui justifient les demandes de licenciement, sans parler de sections entières exclues comme celle de l'IMRO. D'ailleurs, il est courant aujourd'hui que les dirigeants CGT désignent à leurs homologues CFDT les sections ou militants «indisciplinés» en exigeant qu'ils soient «mis au pas» ou éliminés.

Leur bataille pour 78, c'est aussi cela.

La nôtre, c'est aussi de nous y opposer !

Pour contacts, informations copie, écrire à :
Georges Valero, Patrice Sanchez ou Bernard Fanjat
Centre de tri PTT
Lyon-gare
69002 Lyon
Pour les motions, pétitions, protestations, prises de position
les adresser aussi à la Fédération PTT-CFDT
26, rue de Montholon
75009 Paris
et au syndicat PTT–CFDT du Rhône :
36, rue Voltaire
69003 Lyon
Le soutien financier peut être envoyé à :
Roger Chambard
CCP 6260 13 Lyon
(avec mention «soutien aux exclus de Lyon-gare.

• La Littorale-Béziers

Une lutte résolue

(Suite de la page une)

– réintégration de Pierre Carrière (syndicaliste CFDT).

– réparation des injustices flagrantes.

Et ce «tout indissociable», les travailleurs sont bien décidés à l'obtenir.

Un ingénieur de l'usine explique : «Le TEMIK est un produit dont la toxicité est très importante puisque sa dose étal. 50 est de 1mg par kilo, cela veut dire qu'un homme de 70 kg qui mange 70 mg de ce produit a statistiquement 50 % de chances de mourir... C'est le produit le plus toxique des pesticides agricoles existant au monde ; avec 7 g (ça fait une cuillerée à café) tu tues 1 000 personnes !»

TOUS DANS LA RUE LE 19 !

A BAS LES MESURES STOLERU !

FRANÇAIS-IMMIGRES, EGALITE DES DROITS !

FRANÇAIS-IMMIGRES, UNE SEULE CLASSE OUVRIERE !

Le 19 novembre, les travailleurs français et immigrés au coude à coude seront dans la rue, pour exiger l'abrogation des mesures Stoléru. Les travailleurs français et immigrés qui forment une seule classe ouvrière dénonceront ensemble les attentats racistes, les expulsions que le gouvernement organise à grande échelle, exigeront ensemble l'égalité des droits pour tous les travailleurs quelle que soit leur nationalité. Ça ne sera pas la première fois que les travailleurs immigrés et français se battront sur un même front contre la politique de division et les campagnes racistes du gouvernement.

Hier, c'était la lutte pour l'abrogation des circulaires Marcellin-Fontanet, il y a un an et demi déjà à Barbès avait lieu l'imposante manifestation de 15 000 personnes contre les expulsions arbitraires des délégués du Comité de coordination des résidents Sonacotra sur décision de Poniatowski. Parmi les 15 000 manifestants de Barbès, il y avait de nombreux syndicalistes des sections syndicales de la CGT et surtout de la CFDT avec leurs banderoles.

Et ceci, malgré les attaques de Séguy contre les travailleurs victimes des expulsions, ceci malgré le silence et la passivité de Maire, malgré le refus de l'Union régionale parisienne CFDT de s'associer à cette riposte. Qu'en sera-t-il le 19 novembre ? Les révisionnistes et les réformistes qui dirigent les confédérations CGT et CFDT sont tout occupés à essayer de faire revivre le Programme commun de leurs compères du PCF et du PS. Lutter contre les mesures Stoléru ? Mais ils ont fait quelques belles protestations d'état-major avec la FEN et d'ailleurs le gouvernement n'a-t-il pas reculé en autorisant les familles de travailleurs immigrés à venir en «touristes». Et si vous posez la question de la riposte à Séguy et Maire, ils vous répondront seulement qu'ils préparent une initiative commune. Alors ? Certes, le meeting organisé il y a un mois par l'URP-CFDT avait été une initiative positive. Mais encore une fois l'unité d'action à la remorque de la gauche révèle ce qu'elle est : à l'opposé de l'unité de la classe ouvrière, à l'opposé de la lutte réelle contre la politique antiouvrière du gouvernement.

Il n'empêche que les travailleurs français et immigrés organisés pour la lutte classe contre classe dans les mêmes sections syndicales participeront à la manifestation du 19, des syndicats des Unions locales, porteurs des véritables aspirations des travailleurs à l'unité, à la lutte contre les mesures Stoléru appelleront à la manifestation du 19 novembre. Ce courant, il faut l'amplifier, l'organiser sans se laisser démobiliser par les Maire et les Séguy.

L'enjeu est d'importance car c'est seulement dans l'unité des travailleurs français et immigrés que nous pouvons lutter contre l'austérité et le chômage dont seuls les patrons et leur système capitaliste sont la cause.

• IME-Felletin (Creuse)

LUTTE IMPORTANTE DANS UN ETABLISSEMENT POUR ENFANTS HANDICAPES

Ouvert depuis cinq ans, l'IME fonctionnait depuis le début avec une équipe considérant les enfants, non comme des débiles, mais bien plutôt comme des victimes du capitalisme : 60 % sont le produit de la misère.

Recréer un lieu où la vie soit possible pour ces enfants, leur redonner une place dans cette société dont ils sont exclus : voilà ce qui importait avant tout. A Felletin, de nombreuses personnes ont reçu des enfants en stage, ont pu les voir et les entendre : ils peuvent témoigner.

UNE PÉDAGOGIE QUI DÉRANGE

Ce genre de fonctionnement ne pouvait que déplaire au pouvoir local : le maire, Mazet, est le patron local du SAC et ami intime de Chirac ; ce sont ses hommes de main qui, l'an dernier ont abattu à Aubusson, un travailleur immigré et agressé en pleine rue un syndicaliste CGT de 65 ans, ils font régner la terreur dans la population.

NOUVELLE ASSOCIATION SUR MESURE

Aussi, bien que le loyer (19 million anciens) lui ait été régulièrement versé, la municipalité trouve un prétexte pour dénoncer le contrat de location de l'IME et monte une nouvelle association pour reprendre les choses en main ; 55 familles d'enfants de l'IME (sur 60) ont pourtant signé en juin une lettre à la municipalité demandant que l'association qui gérait alors continue à le faire, avec les mêmes employés.

La nouvelle association licencie cinq membres du personnel, refusant au personnel la possiblité de se faire entendre au conseil de gestion, et laissant deux postes vacants.

LA GREVE

80 % du personnel se met alors en grève pour quatre jours ; la moitié des parents gardent leur enfant ; et pourtant, il n'y a pas de discussion, le personnel entame alors une grève illimitée, depuis le 2 novembre.

LE SOUTIEN S'ORGANISE

Pétitions par des sections CFDT, réunions publiques, bal de soutien, manifestation le samedi 5 novembre... et ce n'est pas fini : les travailleurs de l'IME veulent mener la lutte jusqu'au bout. A Limoges et Clermont-Ferrand, se sont créés des comités de soutien.

Alors que les partis de l'Union de la gauche et les trotskystes, souvent absents des réunions et manifestations, cherchent à marchander leur soutien, et tentent de démobiliser et décourager les grévistes, les communistes marxistes-léninistes de l'Humanité rouge apportent un soutien actif et demandent aux camarades de toute la France dans les sections santé et sociaux, d'envoyer pétitions, lettre de soutien et soutien financier aux grévistes (s'adresser pour cela à Olivier Marguery le Theil - 23500 Felletin).

Correspondant HR

• Foyer de la rue Sedaine-Paris

La CNLI en accusation

Chapalu, le président de la CLNI (Commission nationale pour le logement des immigrés) a eu la semaine dernière l'accueil qu'il méritait au foyer de la rue Sedaine où un incendie raciste allié à une absence totale d'un minimum de sécurité a causé, il y a maintenant près de deux mois, trois morts et des dizaines de blessés parmi les locataires africains. C'est à la CNLI, cet organisme français, que ces travailleurs africains doivent les odieuses conditions dans lesquelles ils étaient logés rue Sedaine : cela, Chapalu se l'est entendu dire !

Pour commencer c'est seulement devant l'assemblée générale que le comité de résidents a accepté de discuter avec lui, et il a dû comprendre que, comme l'a dit un des délégués «le colonialisme de grand-papa, ça ne marche plus».

Il s'est fait traiter «d'ignorant» puisque «ne connaissant pas, sans doute, les lois que la CNLI est tenue de respecter, d'homme «dont le colonialisme ne fait pas peur, même avec des gants blancs tachés de sang».

Les travaux pour (enfin !) ouvrir une porte de secours ont commencé au foyer et les locaux servant au 3e et 4e étage, à l'administration de l'AFTAM, vont être transformés en nouveaux dortoirs de façon à alléger ceux où s'entassaient jusqu'ici les travailleurs (64 y logeront).

Les résidents ont décidé de continuer leur grève des loyers jusqu'à la fin des travaux qui comportent aussi l'amélioration des locaux communs.

Les frais de convalescence au pays, d'un brulé qui va sortir de l'hôpital ont été pris en charge par l AFTAM et promesse a été faite qu'un nouveau foyer serait construit.

L'action en justice suit son cours : on attend l'expertise sur les responsabilités dans l'incendie.

Directrice de publication : Suzanne Marty Commission paritaire No 57952 Distribution NMPP IMP : La Nouvelle Dépôt légal : 4e trimestre 1977